Environnement : agents pas contents

BORDEAUX Ils se mobilisent ce matin devant la préfecture de région pour être reconnus dans leurs fonctions

Ils ont des fonctions de police judiciaire et administrative, ils sont présents sur le terrain pour veiller au respect de réglementations complexes (espace naturel, eau, chasse, pêche), ils assurent le recueil des données (milieux naturels, espèces sauvages), conseillent les élus et professionnels, vérifient que soient préservés les espaces protégés.

Ce sont les agents techniques et techniciens de l'environnement, qui sont notamment affectés à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, dans les parcs nationaux et à l'agence des aires marines protégées.

Leur domaine de compétence est vaste, leur passion pour leur métier intact, leur travail régulièrement salué et pourtant ils estiment ne pas être reconnus à la hauteur de leur mission. Et demandent à l'être. Des revendications sur fond de Grenelle de l'environnement et d'Année internationale de la biodiversité. Les agents de l'environnement n'admettent pas le double discours.

« À l'heure où la France prend des engagements en termes de biodiversité, les agents de l'environnement se sentent oubliés, juste bons à être corvéables à merci ». Surtout quand ils regardent autour d'eux. « Cela fait bien de parler d'environnement mais dans les faits, nous sommes loin d'avoir les mêmes avantages que d'autres », commente Lionel Granmont, de l'ONCFS de Gironde.

Mouvement national

« Nous atteignons un haut degré de technicité dans nos fonctions, nous avons une mission à risque, nous allons sur le terrain même le dimanche et ne sommes pas considérés à hauteur de notre travail. » Comme d'autres, il a pu tester le non-respect de l'uniforme vert, en étant par exemple braqué par un chasseur lors d'un contrôle.

Depuis la mi-janvier, les ATE ont lancé un mouvement national et intersyndical de mobilisation, une « grève du zèle » qui se traduit, selon les affectations, par l'arrêt de leur présence sur le terrain, le boycott de réunions, la rétention des données d'inventaires écologiques.

Plus de la moitié d'entre eux seraient entrés dans le mouvement, qui passe, aujourd'hui à 10 heures, par une halte devant la préfecture de région à Bordeaux. Les agents techniques et techniciens de l'environnement revendiquent la revalorisation des grilles indiciaires, la requalification de leur poste à hauteur des missions qui leur sont demandées, la reconnaissance de la pénibilité.

Florence Moreau